

Libye Qui commande les frappes alliées ?

Trois jours après le début des frappes aériennes sur la Libye, Paris, Londres et Washington n'avaient toujours pas désigné, hier, de commandement unifié pour leurs opérations.

Du Kosovo à l'Irak et de l'Afghanistan à l'Afrique, toutes les opérations multinationales, surtout sanctifiées par une résolution de l'Onu, ont été conduites ces dernières années sous pavillon unique, des Nations unies elles-mêmes, de l'Otan, des États-Unis ou encore de l'Union européenne. L'opération franco-américano-britannique en Libye est une exception à la règle.

« Il n'y a pas d'état-major centralisé et à ce stade, chacun utilise ses états-majors propres de façon coordonnée », a expliqué hier le porte-parole du ministère français de la Défense.

Trois noms différents !

Symbole de cette situation, les opérations en Libye ont été baptisées « Harmattan » par les Français, « Ellamy » par les Britanniques et « Aube d'une odyssée » par les Américains.

Les militaires français ont installé leur principal centre des opérations au Mont Verdun, près de Lyon, les Britanniques à Northwood, dans la banlieue de Londres, et les Américains à Ramstein, en Allemagne.

De facto toutefois, l'état-major américain, immédiatement opérationnel, assume le leadership

de cette coordination, reconnaît-on de source française. Il pourrait voir son rôle officiellement consacré dans les prochains jours.

En lançant seule, samedi à 17 h 45, les premières frappes aériennes, la France a montré sa volonté d'affirmer son leadership politique, diplomatique et militaire sur cette affaire. Paris a refusé d'emblée que l'Otan assume le commandement des opérations, comme elle le fait en Afghanistan, invoquant l'hostilité d'un certain nombre de pays arabes. Pourtant la France a rejoint en 2009 et avec tambours et trompettes le commandement intégré de l'Alliance atlantique, dont le général de Gaulle avait claqué la porte en 1966.

« Si on donne le commandement à l'Otan, on perd le leadership, donc les bénéfices supposés de cette aventure libyenne », persifle un expert des questions militaires qui y voit aussi « l'expression d'un réflexe anti-otanien qui perdure au Quai d'Orsay ».

Dans ces conditions, la France pourrait-elle prendre le commandement des opérations ? C'est peu probable. « Jamais dans leur histoire, les Américains n'ont accepté de passer sous commandement d'un autre pays au niveau stratégique », souligne un analyste militaire européen.

Le temps presse. Surtout que de nouveaux pays pourraient se joindre au triumvirat initial. La Belgique, la Norvège, le Danemark, le Canada et l'Espagne, le Qatar et les Émirats arabes unis ont annoncé leur participation. « Si tous ces pays rejoignent la coalition, ça va devenir très compliqué, un peu comme l'élargissement de l'Union européenne », observe l'analyste militaire européen.

Le salut viendra-t-il malgré tout



Des Mirage 2000 français regroupés sur la base de Solenzara, en Corse. Nicolas Sarkozy doit leur rendre visite aujourd'hui. Photo AFP

de l'Otan ? L'Alliance est « disposée à venir en soutien dans quelques jours », a indiqué à Bruxelles (siège de l'Otan) le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

Témoignant de la tension grandissante, la Norvège a annoncé qu'elle suspendait la participation aux opérations de ses avions F-16 arrivés en Italie puis repartis en Crète, « à une clarification du commandement ».

L'Italie a placé la barre encore plus haut. Son ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini, a lâché que si la question n'était pas réglée, son pays reprendrait le contrôle des bases qu'elle a mises à la disposition de la coalition.

Fissures dans la coalition

Des pays européens ont émis, hier, après la Ligue arabe, des doutes sur la légalité des bombardements. L'Italie a prévenu qu'elle ne voulait pas « d'une guerre contre la Libye » et qu'elle allait « vérifier soigneusement que toutes les actions entreprises sont conformes aux objectifs de la résolution ».

L'Allemagne, qui s'est abstenue de voter la résolution 1973 du Conseil de sécurité, a finalement apporté un soutien sans participation. Mais hier, son chef de la diplomatie, Guido Westerwelle,

estimait à nouveau qu'il « y a des risques ».

Tout se joue autour de la définition de la « zone d'exclusion aérienne » prévue par la résolution de l'Onu pour empêcher l'aviation de Kadhafi de pilonner ses opposants. « France, Grande-Bretagne et États-Unis n'ont jamais caché que, techniquement, une « no fly zone » ne peut fonctionner que si on détruit les batteries antiaériennes au sol et les centres de commandement », souligne Denis Bauchard de l'Ifr. « Mais la Ligue arabe joue

sur une ambiguïté en avançant qu'elle pensait à des opérations de brouillage. » Quant à la position de l'Union africaine, qui a appelé à « la cessation immédiate de toutes les hostilités », elle s'explique par les liens étroits entretenus par Kadhafi avec les pays africains. « Il a financé toutes les révolutions, a dilapidé l'argent de son pays en soutien des régimes africains, cherchant à fédérer autour de lui, à se voir reconnu comme le grand roi de l'Afrique », rappelle Antoine Basbous, de l'Observatoire des pays arabes.

Japon «Faut que je prenne mes pastilles d'iode»

À Tokyo la vie continue comme d'habitude. Pourtant, à moins de 300 km, la centrale nucléaire de Fukushima est loin d'être domestiquée.

Il pleut aujourd'hui et ce n'est pas fait pour me rassurer. Il faut bien ouvrir son parapluie, nous dit-on dans les gares et les annonces de métros. Il s'agit, bien entendu, de se protéger d'éventuelles contaminations radioactives.

Il faut dire que question parapluie, les Japonais sont les champions du monde incontestés. Ils en utilisent sans arrêt, en achètent sans arrêt aussi (surtout les parapluies en nylon qui ne coûtent presque rien, 300 yens, soit deux tickets de métro), car on les abandonne sur place, et d'autres les prennent dans un échange incessant.

Faut que je prenne mes pastilles d'iode, me rappelle ce matin l'ambassade de France. J'en parle à mes amis japonais qui, pour le coup, se fâchent un peu. Mais qu'est-ce qu'ils ont, les Français, à paniquer de la sorte ? Et l'ambassade à se calfeutrer comme dans un bunker et à rapatrier, comme à la guerre, ses ressortissants ? Il est vrai que nous sommes les seuls, je crois du moins, à avoir distribué des pastilles à nos ressortissants. Le principe de précaution maximum est mal compris ici et ne donne pas de la France une très bonne image. Même si, me rapporte un ami français réfugié à Kyoto, il avait eu un mal fou à trouver dans le Sud une chambre d'hôtel et pas

seulement à cause des étrangers, mais aussi des Japonais de la capitale qui justement, s'enfuyaient par précaution.

Comme anesthésiés

Ça tournerait à l'inconscience chez nos amis Japonais ? On a effectivement aujourd'hui l'impression qu'ils sont anesthésiés. Lorsqu'à mon petit supermarché je suis allé chercher quelque chose à manger, j'ai demandé si certains produits venaient de la région de Fukushima, où l'on sait que des contaminations ont eu lieu. J'ai été remis à ma place par deux vieilles dames, fort honorables au demeurant, qui, outrées, m'ont répliqué vertement que le gouvernement ne tolérerait pas que de tels produits soient commercialisés. Elles se sont calmées quand j'ai pris mon japonais le plus poli (la langue japonaise est extrêmement complexe, car il y a plusieurs langues suivant le niveau de politesse et les personnes à qui on s'adresse) et que, oh surprise, mais vous parlez le japonais monsieur l'étranger, ça change tout (autrement dit, vous êtes un peu des nôtres). L'affaire s'est arrangée, mais faudra que je tienne ma langue.

À la télé, divertissements et... Libye

L'inconscience est aussi organisée. La télé passe des divertissements, avec force rires appuyés, et on parle presque davantage de la Libye que de Fukushima, alors que d'habitude les nouvelles internationales ne font pas les gros titres.



Une fumée grise sortait hier du réacteur numéro 3 de la centrale de Fukushima, et ce n'était pas de la vapeur. Le réacteur 3 est celui qui inquiète le plus les autorités, car il contient un mélange d'uranium et de plutonium (le Mox) très toxique. Photo Tepco/AFP

Sans doute cherche-t-on à enrayer le mal en en parlant le moins possible. La réaction de l'autruche en somme. Mais je ne critique pas, moi-même je me suis plongé dans un livre hier soir, faut se dégager un peu de tout ça, sinon on tient pas le coup, après plus d'une semaine sur les nerfs.

On me parle des vents qui entraînent le nuage au large, vers le Pacifique. Mais alors pourquoi nous dit-on qu'il faut bien ouvrir son parapluie ? J'en profite pour défendre le principe de précaution français, en expliquant que les autorités de mon pays ne pouvaient se fier uniquement à la direction du vent et que les retours en France répondaient à

une demande bien réelle. Rien n'y fait, ça y est, l'idée s'installe, les Français ont surréagi, manière sans doute aussi de se donner confiance, et qui leur en voudrait ?

Évacuation à Fukushima

La centrale de Fukushima a été momentanément évacuée, ce lundi matin, par les travailleurs de Tepco à cause d'une fumée grise qui s'échappait du réacteur 3. On précise immédiatement que la teneur en radioactivité est restée stable.

Tepco est passé maître dans la communication floue, s'appuyant en cela pleinement sur la langue japonaise, très floue elle-

même, et on finit par se demander ce que tout cela signifie. Je me demande pourquoi on donne la responsabilité de centrales nucléaires dans un pays de tremblement de terre, de tsunami, de typhon, à des gens comme ça, qui n'ont jamais tenu compte des avertissements que leur adressaient des spécialistes étrangers concernant justement la centrale de Fukushima, trop vieille et surtout plus aux normes de sécurité !

Au bain collectif

Je suis au bain collectif, qui ouvre à 17 h jusqu'à une heure du matin, une tradition japonaise remontant à des siècles. Là, les langues se délient plus facile-

ment, car tout le monde est nu et on finit par se connaître les uns les autres. On me reprend à partie, gentiment certes, sur cette soi-disant réaction de panique française.

- Et moi, j'ai paniqué, hein !

- Ah non, c'est vrai, mais toi tu es presque japonais.

Les Japonais, d'habitude quand même plutôt avarés de mots, dans leurs bain chaud à 60 degrés, se laissent aller facilement. Ils ne cachent pas leurs craintes sur la nourriture et sur la centrale de Fukushima, mais sur un ton docte, serein, ça continue à me laisser perplexe, même si je connais leur calme.

De l'autre côté du petit mur, c'est le bain des femmes. Ça caquette à qui mieux mieux. Ça parle évidemment aussi des problèmes de courses (la grande majorité des femmes japonaises ne travaille pas et s'occupe de la maison), et du manque de certains produits. Sans émotion apparente non plus. Et on continue à se froter méthodiquement le dos, à se laver plus d'une heure, puis à se plonger et se replonger dans les bains chauds et froids, comme on le fait depuis l'enfance, comme si rien ne se passait à moins de 300 kilomètres de là, où pourtant se joue le sort d'une grande partie du Japon, et de Tokyo notamment. J'y pense en rentrant du bain à vélo.

Tout à l'air calme, les ruelles sont éclairées, et les trois policiers ilôtiers qui font leur ronde à bicyclette me saluent comme d'habitude. La capitale vit toujours, et ne s'en laisse pas conter.

De notre correspondant à Tokyo, Christian Kessler